

2. DROIT ECONOMIQUE

Pré requis :

Attestation de réussite de l'unité d'enseignement « *Droit civil* ».

Finalités du module :

Finalités générales

Conformément à l'article 7 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, cette unité de formation doit :

- concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels.

Finalités particulières

L'unité d'enseignement vise à permettre à l'étudiant :

- d'acquérir des connaissances générales en droit commercial et en droit économique ;
- d'analyser et de résoudre des situations juridiques relatives au droit économique ;
- d'actualiser et de vérifier ses connaissances par la consultation et le tri d'informations juridiques ;
- de porter un regard critique sur les fondements de la législation économique, sur les pratiques en vigueur ;
- de se référer au droit civil dans la prévention et la résolution de conflits relevant du droit économique.

Programme :

- ✓ Face à des situations relatives au droit commercial ou économique, dans le respect de la terminologie ad hoc, l'étudiant sera capable :
 - d'acquérir les concepts de base, les notions essentielles relevant du droit économique tels que :
 - ◆ rappel des notions de documents commerciaux ;
 - ◆ identification des démarches légales requises pour l'exercice d'une entreprise, y compris les formalités ;
 - ◆ caractéristiques et compétences des différentes juridictions relevant du droit économique ;
 - ◆ preuve en droit économique ;
 - ◆ gage sans dépossession ;
 - ◆ dénomination sociale, nom commercial, nom de domaine, ... et leur protection ;
 - ◆ propriété industrielle (brevets, marques, dessins et modèles) ;
 - ◆ principaux contrats économiques tels que les contrats de vente, de bail commercial, de transport, de commission, de courtage, de leasing, de franchising, de factoring, ... ainsi que les droits et obligations des parties en présence ;
 - ◆ bon de commande, facture et conditions générales ;
 - ◆ pratiques du marché et protection du consommateur (publicité, techniques de promotion des ventes, contrats à distance...) ;
 - ◆ introduction au droit de l'e-commerce ;
 - ◆ crédits à la consommation et autres crédits bancaires ;
 - ◆ entreprises en difficulté : réorganisation judiciaire et faillite ;
 - ◆ conditions et procédures spécifiques d'une faillite y compris les devoirs et obligations ;

et d'appliquer ces notions et concepts à des cas concrets en les analysant et les résolvant.

Capacités terminales :

Pour atteindre le seuil de réussite, **l'étudiant devra prouver qu'il est capable,**

- ✓ face à des situations relatives au droit économique, dans le respect de la terminologie ad hoc,
 - d'identifier et d'expliquer les principes juridiques en présence ;
 - de les analyser et de les résoudre.

Pour la détermination du degré de maîtrise, il sera tenu compte :

- du degré de pertinence de l'analyse ;
- du niveau de précision et de la clarté dans l'emploi des termes juridiques.